

Après avoir croisé l'empereur Maximilien dans le village d'Ayotla, le général Castelnau, qui n'avait pu approcher le souverain quittant sa capitale, était entré le 21 octobre 1866 à Mexico.

A dater de cette heure grave pour les destinées du Mexique, la responsabilité morale du maréchal Bazaine cessait totalement. L'opinion publique a été égarée à dessein quand on a prétendu faire peser sur le général en chef le poids d'une seule résolution prise, d'un seul acte commis dans ce pays lointain, à partir de l'arrivée de l'aide de camp de Napoléon III. Et, en effet, les instructions émanées des Tuileries, à la date du 12 septembre 1866, enjoignaient au quartier général de n'arrêter et de n'exécuter aucune mesure ni politique, ni militaire, au milieu des événements importants qui s'annonçaient, sans l'avoir soumise préalablement à l'assentiment du général Castelnau, doublé de la personne de M. Dano, ministre de France, dont le rôle bien effacé jusqu'ici acquerrait alors une nouvelle autorité.

En conséquence, le maréchal ne restait plus qu'un chef militaire, entièrement subordonné aux pleins pouvoirs discrétionnaires de l'envoyé de Napoléon III, au contrôle du simple général de brigade investi par le souverain d'une confiance illimitée en prévision de toutes les éventualités. Le général en chef continuait de parler et d'agir en son propre nom, mais il ne conservait plus qu'une liberté d'action illusoire. Car son initiative s'effaçait au moment de l'action. Seulement, une fois les faits accomplis, il devait en endosser forcément la responsabilité, puisque le général Castelnau restait la pensée secrète, tandis que lui était le bras apparent. Eh bien ! nous n'hésitons pas à le dire, du jour où la politique du gouvernement français s'est annoncée équivoque, où les instructions officielles se sont heurtées contre les instructions officieuses, où cette politique ne s'est plus inspirée que de sous-entendus ; à l'heure où, en un mot, la pleine confiance de l'empereur des Français s'est reportée avec éclat de la tête du général en chef sur celle de l'aide de camp impérial, le maréchal Bazaine a commis une grosse faute dont il porte la peine ; car il s'est fait responsable, devant le tribunal de la France et de l'Europe, des actes qu'il n'a pas conçus, mais auxquels il a paru s'associer en obéissant militairement. A notre avis, pour le général en chef, à qui il répugnait de renverser brutalement le trône qu'il avait aidé lui-même à élever depuis quatre années, le jour était venu de briser son épée.

Cette protestation, d'un caractère purement politique, eût été une grande leçon ; nous comprenons pourtant qu'à cette époque de crise, le sentiment du devoir ait prévalu dans l'esprit du général en chef. L'armée française était encore dissé-



minée au loin. Une retraite concertée et opérée à travers dix-huit cents lieues de territoire, dont il avait lui-même marqué d'avance toutes les étapes, avait besoin, pour être menée à bonne fin, de l'expérience d'un homme connaissant à fond le pays, ses éléments et ses résistances. Notre gouvernement, d'ailleurs, avait fait appel au dévouement du maréchal, pour qu'il préservât lui-même le drapeau français de toute insulte avant de quitter le sol mexicain. Or, si la monarchie était précipitée, on pouvait s'attendre à voir se lever contre nous les deux grands partis de la nation. En l'absence des deux généraux divisionnaires, Douay et de Castagny, encore éloignés de Mexico et nécessaires eux-mêmes à la concentration de leurs troupes, à qui le commandement suprême eût-il pu être remis sans danger? Le général Castelnau, débarqué d'hier, ignorant la topographie comme le monde mexicain, inférieur en grade aux divisionnaires, était incapable, malgré sa haute autorité et son caractère d'envoyé impérial, de se saisir de la direction du corps expéditionnaire. Sous l'empire de ces préoccupations, le maréchal résolu, malgré cet effacement de lui-même, et par attachement à l'armée, de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre qu'il avait entreprise. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons expliquer le mobile de la conduite du maréchal.

Une des raisons qui avait déterminé Maximilien à ne pas recevoir à Ayotla l'aide de camp de Napoléon, dont le but de la mission avait déjà transpiré, c'est que le général Castelnau n'était pas accrédité auprès du jeune souverain, mais seulement auprès de notre quartier général, auquel il venait donner l'impulsion voulue et prévue par les Tuileries, selon les différentes phases qu'allaient subir les événements.

Au premier plan des instructions du cabinet français, se dessinait un programme très net, l'abdication de Maximilien. L'attitude de notre gouvernement, en enlevant tout appui à la cause impérialiste, avait déjà préparé de longue main et devait faire espérer le succès de ce projet. S'il eût réussi, il est certain qu'il eût prévenu cette longue agonie qui a ensanglanté Queretaro. « Si Maximilien vient à abdiquer, mandait-on de Paris, on devra réunir un congrès, surexciter l'ambition des différents chefs dissidents qui tiennent la campagne, et faire décerner la présidence républicaine à celui d'entre eux, Juarez seul excepté, qui consentira le plus d'avantages sérieux à l'intervention. » Aussi, malgré le mauvais accueil du jeune empereur, le général Castelnau dut fort se réjouir de la tournure déjà imprimée aux choses par la volonté de Maximilien lui-même, qui s'éloignait spontanément du territoire, car les difficultés de sa mission se trouvaient singulièrement diminuées. La chute prochaine du trône laissait la place libre à toutes les combinaisons gouvernementales et au prompt rapatriement du corps expéditionnaire, que rien n'allait plus retenir, une fois les intérêts de nos nationaux garantis. Or, pour obtenir cette garantie, on avait pensé à Paris que le meilleur moyen, conseillé par la longue lutte et les succès des libéraux, était d'aider à la restauration du fauteuil présidentiel, dont l'essai de renversement nous avait coûté tant d'or et de sang inutiles.

Les autorités françaises attendaient donc avec une vive impatience à Mexico la nouvelle définitive de l'embarquement de Maximilien. Cet événement était d'autant plus désirable que le pays était en proie à une sourde émotion qui pouvait éclater d'un moment à l'autre. Le gouvernement



mexicain, quoique le ministère restât passivement à son poste, n'existait plus que de nom, et il y avait gros péril à laisser prolonger une crise qui pouvait se dénouer par un mouvement insurrectionnel de toutes les factions liguées à la fois contre l'étranger. Ces symptômes, développés par les ministres eux-mêmes à l'heure où Maximilien, encore incertain, avait quitté Orizaba pour se retirer à l'*hacienda la Jalapilla*, avaient pris un caractère si menaçant dans la capitale même, que le quartier général dut concerter des mesures de précaution, comme l'atteste la lettre du maréchal au général français chargé du commandement de la place.

Mexico, 2 novembre 1866.

Mon cher général,

Compte m'a été rendu des désordres qui se sont produits hier soir au théâtre forain établi sur la place d'Armes. J'ai écrit à S. E. le ministre président du conseil, pour l'inviter à faire fermer dès aujourd'hui cet établissement public.

Dans le cas où le gouvernement mexicain ne jugerait pas à propos de faire fermer ledit théâtre, comme S. M. l'empereur Napoléon y a été insulté par le public, et que des huées, des cris de mort et de mépris ont accueilli la présentation de son image, vous voudrez bien donner des ordres au capitaine Oudriot et à la gendarmerie, pour qu'en vertu de l'état de guerre, ce théâtre soit fermé ce soir et cesse ses représentations.

Vous prendrez les mesures nécessaires pour que la tranquillité publique ne soit pas troublée et que tout perturbateur soit immédiatement arrêté.

*Le maréchal commandant en chef.*

BAZAINE.

On insultait déjà le souverain de la France : les Italiens nous avaient payé de pareille gratitude après Villafranca.

Le cabinet des Tuileries avait par anticipation une telle certitude de l'écroulement prochain du trône mexicain, que, sans perdre de temps, il avait déjà secrètement invité ses diplomates à nouer des relations avec Ortéga, l'ancien défenseur de Puebla, qui s'était échappé de nos mains en 1863, malgré sa parole donnée, et qui, depuis cette époque, nous faisait une guerre acharnée, guerre d'ambition toute personnelle. Ce général mexicain avait paru le compétiteur le plus redoutable à opposer à Juarez, tant à cause de son influence que de son droit légal à recueillir provisoirement la succession de l'ancien président, dont les pouvoirs eussent dû déjà expirer d'après la constitution républicaine, en état de paix.

Telle n'était pas, avec raison, la façon de voir des États-Unis, qui n'avaient reconnu et n'entendaient reconnaître, jusqu'à la pacification du pays, que le vieil Indien, comme chef réel de la nation. A peine était-il avisé de la mission du général Castelnau, que le cabinet de Washington organisait l'ambassade du plénipotentiaire Campbell et du général Sherman. Cette députation, conçue par le président Johnson, qui avait songé à raffermir sa position très-compromise à l'intérieur par quelques actes de politique étrangère susceptibles de flatter l'orgueil américain, avait pour but de rallier à Juarez les principaux chefs, et d'annihiler les efforts d'Ortéga. L'homme véritablement important de cette mission était le général Sherman, d'un esprit élevé et conciliant. Campbell ne jouait que le second rôle : on leur avait adjoint un secrétaire de légation qui avait longtemps séjourné au Mexique, d'un caractère ardent, disposé aux partis violents.